



POUR LA LEVÉE IMMÉDIATE DE L'ÉTAT D'URGENCE, POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS, TOUS MOBILISÉS LE 16 JUIN !

Mardi 2 juin a commencé la deuxième phase du plan gouvernemental de déconfinement visant à « permettre au plus grand nombre de retourner travailler », avec une réouverture plus large des écoles et établissements scolaires, la réouverture de cafés, bars et restaurants, la réouverture des parcs et jardins, des musées et monuments, la fin de l'interdiction des déplacements à plus de 100 km, etc.

Mais alors que les activités économiques reprennent, alors que des millions de salariés sont appelés à reprendre le travail, empruntant parfois les transports en commun en grand nombre, alors que la possibilité est rétablie d'organiser des événements culturels pouvant rassembler jusqu'à 5000 personnes, l'état d'urgence sanitaire interdisant les rassemblements de plus de 10 personnes est maintenu jusqu'au 10 juillet.

Pour les organisations CGT, FO et Solidaires 02 le premier ministre s'étant félicité, le 28 mai, de « bons résultats » concernant l'évolution de l'épidémie de coronavirus, cette prolongation de l'état d'urgence se justifie moins par la situation sanitaire, que par la volonté d'empêcher l'expression des revendications dans un contexte où les salariés voient leurs droits, leurs garanties collectives, leurs statuts remis en cause par les contre-réformes en cours (transformation de la Fonction publique, loi Ma santé 2022...), par les mesures d'exception en matière de temps de travail, de congés etc. Un contexte également où les menaces et annonces de plans de licenciement se multiplient :

4 600 suppressions d'emplois annoncés chez Renault qui doit recevoir 5 milliards d'euros d'aide du gouvernement ; risques de faillites de Conforama, Camaïeu... menaçant des dizaines de milliers d'emplois ; fermeture du centre d'appel Euro CRM à Chauny supprimant 137 emplois...

Aujourd'hui, en effet, les raisons ne manquent pas, pour les salariés, de s'inquiéter et de revendiquer, le confinement ayant d'ores et déjà provoqué une hausse sans précédent du chômage (hausse exceptionnelle de 22,6 % des inscriptions à Pôle Emploi au mois d'avril pour les demandeurs d'emploi en catégorie A, soit 843 000 inscrits supplémentaires, après une hausse de 7,1 % en mars). Dans la région des Hauts de France, un employeur sur cinq envisage de réduire ses effectifs (Le Courrier Picard du 19 mai)...

Face à une telle situation, les salariés n'ont pas l'intention de laisser confinées leurs revendications comme le montrent, ces dernières semaines, les nombreux rassemblements des personnels de santé (parfois par centaines), mais aussi dans d'autres secteurs : rassemblements devant l'hôpital de Chauny le 26 mai (pour la revalorisation des salaires, les ouvertures de lits et créations de postes nécessaires...), devant l'hôpital de Soissons le 9 juin (une centaine de manifestants...), rassemblement de 8 000 salariés, citoyens, élus, le 30 mai à Maubeuge, contre le transfert du site de Renault MCA vers Douai...

LES ORGANISATIONS CGT, FO ET SOLIDAIRES 02 SOUTIENNENT CES MOBILISATIONS ET DÉNONCENT LE MAINTIEN DE L'ÉTAT D'URGENCE. ELLES EN DEMANDENT LA LEVÉE IMMÉDIATE ET LE RÉTABLISSEMENT DES LIBERTÉS DE SE RASSEMBLER ET DE MANIFESTER.

POUR LES ORGANISATIONS CGT, FO ET SOLIDAIRES 02, LES SALARIÉS N'ONT PAS À PAYER LE COÛT D'UNE CRISE DONT ILS NE PORTENT PAS LA RESPONSABILITÉ. ELLES RAPPELLENT LEUR EXIGENCE D'ABANDON DU PROJET DE RETRAITE PAR POINTS, D'ABANDON DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE ET REVENDIQUENT L'ARRÊT DES PROCÉDURES DE LICENCIEMENTS DANS LE PRIVÉ, L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES ET LA FERMETURE DE SERVICES PUBLICS, ET AU CONTRAIRE LA CRÉATION DES POSTES STATUTAIRES ET DES SERVICES NÉCESSAIRES (À COMMENCER PAR LES OUVERTURES / CRÉATIONS DE LITS, DE SERVICES, DE POSTES DANS LES HÔPITAUX ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ), L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES. SANS ATTENDRE, ELLES APPELLENT LES SALARIÉS, JEUNES ET RETRAITÉS DU DÉPARTEMENT À REJOINDRE MASSIVEMENT (DANS LE RESPECT DES RÈGLES SANITAIRES) LES RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS LE 16 JUIN !

Rassemblements devant les centres hospitaliers du département le 16 juin

LAON
9H00

SAINT QUENTIN
12H30

SOISSONS
14H00

